

LE PARTI ANIMALISTE, UNE ESPÈCE EN VOIE D'EXPANSION

Une voix pour les bêtes

1,10 % ! C'est le score étonnant du tout jeune Parti animaliste aux dernières élections législatives. Une vraie victoire pour le mouvement, qui ne compte même pas un an d'existence, 147 candidats et un mini-budget. S'inspirant du Partij voor de Dieren néerlandais, la nouvelle formation politique fait le pari de mettre la question animale à l'ordre du jour. Des conditions d'élevage mieux encadrées, un régime pro-végé et un ministère spécial : l'une de ses 4 coprésidentes, Isabelle Dudouet-Bercegeay, nous parle de ses luttes. *Propos recueillis par Sarah Diep / Photos : Augustin Le Gall*

Pourquoi la question animale est-elle une priorité aujourd'hui ?

C'est une urgence depuis toujours, mais aujourd'hui ça s'est aggravé, à la fois quantitativement, puisque la population augmente – donc le nombre d'animaux exploités va également en augmentant (rien qu'en France, ce sont 3 millions d'animaux, uniquement terrestres, abattus par jour, soit 1,1 milliard par an) –, et qualitativement, car les conditions d'élevage, d'abattage et de transport des animaux ne subissent quasiment aucun contrôle. Il y a encore quelques dizaines d'années, beaucoup de Français vivaient à la campagne, donc côtoyaient des animaux au quotidien. En migrant vers les villes, on s'en est coupé (en dehors du chien, du chat et des oiseaux), ce qui a mené à une grande méconnaissance du système agricole. La plupart des personnes ne savent pas que pour avoir du lait, la vache doit avoir un veau. À l'inverse, beaucoup pensent que pour avoir un œuf, il faut que la poule soit fécondée, ce qui n'est pas le cas. Mais ça en arrange certains ; ça évite de poser trop de questions...

Vous avez créé ce parti pour faire émerger le sujet dans le champ politique. La société civile était-elle insuffisante pour faire bouger les lignes ?

Non ! Les associations font un boulot remarquable. Le problème, c'est qu'elles se heurtent à une réglementation qui ne bouge pas. La cause animale est pourtant portée par la société : selon un sondage de l'Ifop de 2017 (1), 8 Français sur 10 déclarent que c'est une question importante, 4 sur 10 qu'ils en tiennent compte dans leur vote. On a une vraie demande consciente de la popula-

tion sur ce sujet, et qui va *crescendo*. Or, il y a un déni de démocratie de la part de nos dirigeants politiques. En janvier dernier, le député Falorni a fait une proposition de loi pour améliorer les conditions d'abattage. Seuls 32 députés sur 577 ont assisté au débat, et toute cette enquête très minutieuse n'a finalement abouti qu'à la décision de mettre des caméras dans les abattoirs. Or les personnes qui ont accès à ces vidéos sont justement celles qui ont accès aux abattoirs ! C'est juste de la com'. Donc on est obligé d'aller en politique pour faire bouger le législatif. Les associations ont beau dénoncer, scandale après scandale, l'opinion publique être choquée un peu plus à chaque fois, ça n'est pas entendu plus haut. Est-ce de l'inconscience, du désintérêt ou des lobbies ? Sûrement un peu de tout.

Vous souhaitez une « Charte de la protection animale » qui soit adossée à la Constitution.

Peut-on considérer que les animaux sont des citoyens comme les autres ?

L'animalisme caractérise l'animal non pas en tant qu'espèce mais en tant qu'individu. Cette charte va surtout reconnaître leur qualité d'êtres sensibles et, du coup, leurs intérêts inhérents, ainsi que la responsabilité qu'ont l'État et les citoyens à leur égard. Il faut en faire une valeur fondamentale de notre État de droit. Ça ne veut pas dire qu'on ne considérera pas les intérêts des humains ! On veut juste les mettre en parallèle, en discussion, tenir compte des deux dans chaque situation avant de prendre une décision – parce qu'aujourd'hui ceux des animaux ne sont pas pris du tout en compte au niveau politique. Nous sommes porteurs d'un désir de justice et de progrès, pour tous, y compris les non-humains. De ce fait, on propose une évolution de la société qui va intégrer les intérêts de tous et repenser le rapport humains-animaux.

(1) Cf. l'étude intitulée « La sensibilité des Français à la cause animale à l'approche de l'élection présidentielle de 2017 », en ligne sur https://www.politique-animaux.fr/fichiers/la_sensibilite_des_francais_a_la_cause_animale_-_ifop_pour_animalpolitique_-_2017.pdf



*Rien qu'en France,
ce sont 3 millions d'animaux (uniquement terrestres)
abattus par jour, soit 1,1 milliard par an.*

Diplômée en sciences agronomiques et techniques, **Isabelle Dudouet-Bercegeay** milite depuis trente ans pour la protection des animaux. Elle a aussi présidé l'Association végétarienne de France, avant de cofonder le Parti animaliste en 2016 et d'en être candidate aux législatives dans la 2^e circonscription de Loire-Atlantique en juin dernier.

“Nous sommes porteurs d'un désir de justice et de progrès, pour tous, y compris les non-humains.”

“Il y a 80 % des Français qui veulent que ça change et nous sommes là pour porter leur voix.”



© Augustin Le Gall

Qu'est-ce que ça pourrait changer dans la société ?

Si on élargit le débat, qu'on veut vivre sur une planète où les liens humains soient meilleurs, ça me semble fondamental de repenser les relations entre humains et animaux. Notamment dans le domaine de la sécurité. Le FBI a reconnu depuis un certain moment qu'il y avait un lien entre les mauvais traitements à l'encontre des animaux et la violence envers les humains. Les tueurs en série, la plupart du temps, se sont fait la main sur les animaux quand ils étaient gamins. Le fait de ne pas dire « stop » revient à dire « tu as le droit ». Tant qu'on banalisera cette violence sur le plus faible – que ce soit le chat Chevelu [martyrisé par des ados à Draguignan en juin, ndlr] ou le poulet en batterie –, on banalisera obligatoirement la violence sur les êtres humains dès lors qu'ils sont vulnérables, économiquement ou physiquement. À l'inverse, encourager l'empathie envers l'animal, c'est encourager l'empathie envers l'autre. C'est aussi pour ça que nous souhaitons réintégrer l'enseignement du respect à l'égard des animaux dans les programmes scolaires. Ensuite, c'est forcément très interconnecté à la question de l'environnement. Protéger l'habitat des animaux sauvages, c'est protéger le nôtre ! Nous proposons aussi de fixer un objectif de réduction d'un quart de la consommation de produits d'origine animale (beurre, viande, poisson, œufs, lait). Ça va dans l'intérêt des animaux évidemment, mais ça a également un impact positif sur notre santé (on sait qu'une consommation élevée de ces produits provoque des maladies dégénératives) et sur le climat, puisque l'élevage est la première source d'émissions de gaz à effet de serre.

Puisque c'est intimement lié à la question environnementale, pourquoi ne pas vous associer aux partis écologistes ?

Parce que si on s'allie à certains partis, on ne saura plus pour quelles raisons les gens votent pour nous. Voter pour nous, c'est voter utile, car chaque voix qui nous est donnée est – sans ambiguïté – donnée à la question animale, et c'est une voix de moins pour les partis aux manettes. On souhaite donc garder notre indépen-

dance pour que ce soit l'ensemble des partis politiques qui s'empare du sujet et surtout ceux qui votent les lois au Parlement. Comme pour l'environnement : la cause doit être reprise par des gens vraiment convaincus, qui le font dans l'intérêt des animaux mais aussi dans l'intérêt général.

Quels sont les dossiers sur lesquels vous souhaiteriez agir en priorité ?

La création d'un ministère de la Protection animale. Aujourd'hui, c'est une question prise en charge par le ministère de l'Agriculture, ce qui crée un conflit d'intérêt consubstantiel, puisqu'il est à la fois juge et partie. Il défend les intérêts de ceux qui exploitent les animaux et il est censé défendre ces mêmes animaux exploités. Un ministère à part permettrait de sortir de ce conflit, en chapeautant la mise en œuvre de la protection animale dans tous les domaines (au niveau du droit, de la santé, de l'environnement, de l'éducation, de la culture, etc.). Une autre mesure importante, c'est d'abolir les méthodes qui génèrent le plus de souffrance : il faut envoyer un vrai message comme quoi on ne peut pas maltraiter un animal en toute impunité, en repensant les lois par rapport aux peines encourues et en les appliquant. Et aussi interdire l'abattage sans insensibilisation préalable, la coupe des queues des cochons sans anesthésie, le gazage au CO₂, la corrida...

Je remarque que vous ne prêchez pas un véganisme radical.

En effet, notre programme reflète l'opinion publique, et le parti est ouvert à toutes les personnes souhaitant faire évoluer le sort des animaux. Pour l'instant, réduire de 25 % la consommation de produits d'origine animale, c'est OK pour beaucoup de Français, surtout si on leur explique les tenants et aboutissants. Donc on y va petit à petit. De toute façon, avec l'augmentation de la population, on n'aura pas le choix. D'ici 2050, il n'y aura plus de poisson à manger. Mais nous vivons dans un pays qui a, depuis des siècles, une grande culture de légumineuses (la moquette du Vendée, la lentille verte du Puy) ou de sarrasin (en Bretagne), qui sont riches en protéines végétales. En plus, les légumineuses enrichissent le sol pour les cultures suivantes, donc ça nécessite moins d'engrais – on a tout à gagner à revenir à cette cuisine du terroir.

Que répondez-vous à ceux qui disent qu'il y a d'autres priorités avant ?

Ce n'est pas un argument recevable. Est-ce qu'on remet en question le fait qu'il existe un ministère des Sports ou de la Culture ? Peut-on considérer aujourd'hui que se battre pour avoir les JO en France est plus important que d'arrêter les castrations sans anesthésie dans les élevages français ? Ce n'est pas qu'on considère les autres questions comme non prioritaires, mais la protection animale mérite aujourd'hui d'être débattue au même niveau. Après, je ne vais pas convaincre ceux qui ne trouvent pas ça important. En même temps, il y a 80 % des Français qui veulent que ça change et nous sommes là pour porter leur voix. 🇫🇷